Perspectives

Apériodique – n°22/195 – 16 juin 2022

Le point de vue

Hausse des tensions entre l'Espagne et l'Algérie

L'Algérie a annoncé le 8 juin qu'elle suspendait immédiatement le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne, en raison de la position de celle-ci sur le dossier du Sahara occidental et sur le plan d'autonomie marocain. Dans la même journée, l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) a annoncé le gel des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur avec l'Espagne à partir du 9 juin.

La question du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole considérée comme un « territoire non autonome » par l'ONU, oppose depuis des décennies le Maroc – qui en contrôle 80% – aux indépendantistes du Front Polisario (FP). Le 18 mars, Madrid a opéré un changement de position radical sur le dossier en apportant son soutien au projet d'autonomie marocain, suscitant la colère d'Alger, principal soutien du mouvement indépendantiste sahraoui. Ce revirement, selon les experts, a mis fin à la neutralité de l'Espagne. Le Front Polisario a accusé Madrid d'avoir succombé au « chantage » de Rabat et a exigé la convocation d'un référendum qui envisage l'autodétermination.

La circulaire transmise par l'ABEF concerne toutes les transactions commerciales avec l'Espagne. Tout produit fini destiné à la revente et les matières premières destinées à la production seront concernés par cette décision. L'Algérie est le deuxième partenaire commercial de l'Espagne en Afrique, après le Maroc. L'Espagne était la destination de 9,8% des exportations algériennes en 2021, tandis que les importations de produits espagnols représentaient 6,2% du total des importations algériennes. L'Algérie exporte davantage vers l'Italie et la France, et importe principalement de la Chine, suivie de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, avec l'Espagne à la cinquième place. Les entreprises espagnoles achètent des engrais, des produits chimiques ou du poisson et vendent des machines et des matériaux de construction. Les exportations espagnoles vers l'Algérie ont totalisé 2,9 Mds€ en 2019, 1,9 Mds€ en 2020 et 1,1 Mds€ en 2021.

Toutefois, dans le contexte actuel, le produit sensible est le gaz. Selon l'agence espagnole de stockage pétrolier (CORES), 30% du gaz importé par l'Espagne en mars dernier provenait d'Algérie, alors qu'au cours des douze derniers mois, il en représentait en moyenne 37,5%. Les achats aux États-Unis, en revanche, ont augmenté ces derniers mois et, en mars, ils ont dépassé les achats en provenance d'Algérie, atteignant 43% du gaz importé. Mais il s'agit de gaz naturel liquéfié (GNL), gaz sous forme liquide qui est transporté par bateau et qui doit être regazéifié à l'arrivée. Le GNL est généralement plus cher, en raison du coût du transport et de la transformation. Les raisons de ce changement de fournisseur sont diverses. Premièrement, la guerre en Ukraine a conduit à une augmentation des exportations des États-Unis et d'autres pays vers l'Union européenne pour aider les États membres dépendant du gaz russe. Une partie de ce gaz passe par l'Espagne. Par ailleurs, le gouvernement espagnol a cherché à diversifier ses sources d'énergie. Mais la raison principale est que l'Algérie a fermé le gazoduc Maghreb-Europe en novembre dernier en raison de ses différends avec le Maroc et fournit actuellement du gaz *via* un seul gazoduc, le Medgaz, de sorte que sa capacité d'exportation a été réduite et que l'Espagne a dû chercher d'autres sources d'approvisionnement. Le Medgaz, qui relie Beni Saf à Almería, appartient à une entreprise espagnole (49% des parts) et à une entreprise publique algérienne (51%). Le contrat est scellé pour dix ans, mais le tarif est en cours de renégociation.

Les risques sont importants : la menace de couper l'approvisionnement en gaz pourrait être la dernière étape pour l'Algérie pour mettre l'Espagne sous pression. À l'heure actuelle, l'Algérie pourrait se passer de son client espagnol car la demande est extrêmement forte (il lui suffit de s'orienter vers l'Italie, qui cherche une solution à sa forte exposition au gaz russe). Pourtant, il existe un contrat signé, qui doit être respecté, et l'Algérie s'expose à d'éventuelles sanctions. Il n'en reste pas moins que la stratégie du gouvernement espagnol et son changement de position dans ce contexte de forte incertitude interrogent. ■

Ticiano Brunello
ticiano.brunello@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
14/06/2022	Royaume-Uni – Boris Johnson sauve son poste, mais demeure fragilisé	Royaume-Uni
13/06/2022	Parole de banques centrales – BCE : normaliser en des temps anormaux et gérer une inflation ingérable, une tâche ardue	Union européenne
10/06/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/06/2022	Union européenne : après le pétrole, le gaz ? Comment faire face ?	Union européenne
08/06/2022	Zone euro – L'activité résiste bien en dépit de l'inflation !	Zone euro
07/06/2022	Colombie – Surprise politique, croissance et inflation résistantes	Amérique latine
03/06/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
03/06/2022	Et du côté de la bataille des idées ? Qui gagnera la guerre mondiale ?	Monde
30/05/2022	Allemagne – Conjoncture : PIB au T1-2022	Europe
25/05/2022	Centrafrique – L'adoption du Bitcoin, une décision qui interroge	Afrique sub-saharienne
24/05/2022	Asie – Chine, Hong Kong : le coût du zéro Covid	Asie
20/05/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
20/05/2022	Italie – Scénario 2022-2023 : face au conflit en Ukraine	Italie
19/05/2022	Algérie – Des améliorations économiques certaines, mais plus d'inflation	Afrique du Nord
19/05/2022	Europe – Le 9 mai de l'Europe, un moment géopolitique ?	Europe
19/05/2022	Géo-économie et investissements directs : la puissance auto-réalisatrice des anticipations	Géopolitique
18/05/2022	Philippines – Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre	Asie du Sud-Est
16/05/2022	Espagne – L'industrie résiste, sous pression	Espagne

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe
12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex
Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille
Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier
Contact: *publication.eco@credit-agricole-sa.fr*

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :
Internet : https://etudes-economiques.credit-agricole.com
iPad : application Etudes ECO disponible sur l'App store
Android : application Etudes ECO disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.